

Le mouvement écologiste et la politique technologique

Trade-off ou transformation

Au départ les écologistes essayèrent d'attirer l'attention sur un éventail de problèmes allant des pesticides au contrôle démographique sans toujours les définir par ordre d'importance. Certains critiques ont pu s'efforcer de remédier à ce défaut, mais en tant que membres d'une minorité assiégée considérée comme fanatique par l'opinion publique, ils avaient rarement le temps ou l'envie de se quereller. Comme c'est souvent le cas pour les exclus stigmatisés, l'harmonie a été directement proportionnelle au fardeau de l'exclusion porté par ceux qui étaient assez courageux pour se joindre au mouvement.

Cet état de grâce n'a pas survécu aux premiers succès du mouvement écologique au début des années soixante-dix. Des désaccords significatifs sont survenus, qui continuent aujourd'hui. Un des signes avant-coureur de cette profonde scission apparut en 1971 lorsque Paul Ehrlich et Barry Commoner débattirent de l'importance relative du contrôle démographique et de la pollution.

Paul Ehrlich n'était pas le premier à découvrir l'explosion démographique – l'honneur en est généralement attribué à Malthus – mais c'est lui qui a fait le plus aux États-Unis pour en souligner l'importance. Professeur de démographie à Stanford University, Ehrlich a été la Cassandra inlassable du désastre démographique. Ses livres tels que *The Population Bomb* (Ballantines, 1968) et *How To Be a Survivor* (Ballantines, 1971), ses discours sur des douzaines de campus d'universités et sa campagne pour la croissance zéro de la population

ont atteint une large audience et ont contribué à faire de l'écologie un problème public légitime. Albert Gore est d'ailleurs cité avec approbation sur la couverture de l'un de ses livres les plus récents. Cependant, parce que Ehrlich a toujours considéré que le contrôle démographique était le problème écologique principal, sa politique a été curieusement ambiguë. Il s'est identifié à des causes diverses et apparemment contradictoires : la politique économique de croissance zéro, la politique chinoise de planification des naissances, le mouvement anticonsommation de la contre-culture, l'opposition à l'immigration mexicaine et au taux de natalité élevé des populations minoritaires.

Barry Commoner était le directeur du Center for the Biology of Natural Systems au Queens College. Il lança lui aussi une intense campagne pour l'environnement vers la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, aboutissant à sa course à la présidence comme candidat du Citizen's Party en 1980. Son best-seller, *The Closing Circle*, publié en 1971 (*L'Encerclement*, Le Seuil), où il proposait une politique de classe de l'environnement, entama une longue polémique avec les partisans du contrôle démographique. Il devint bientôt la personnalité la plus importante du mouvement écologiste socialiste. Récemment, il a joué un rôle majeur dans la campagne nationale contre les matériaux toxiques. L'importance accordée dans son programme au changement technique, est devenue une idée courante dans le mouvement écologiste.

Le fond scientifique de la discussion entre ces deux hérauts de l'environnement porte sur les causes de la crise écologique et les solutions à y apporter. Sur les causes, les experts sont divisés : certains affirment que la source principale de la crise est la surpopulation, d'autres blâment les technologies polluantes. Les premiers proposent que « la chaîne causale de la détérioration peut facilement être remontée jusqu'à ses sources. Trop de voitures, trop d'usines, trop de pesticides. Pas assez d'eau, trop de dioxyde de carbone, tout peut être attribué à une cause unique : trop de personnes sur Terre » (Ehrlich, 1968). Les autres protestent que « la dégradation écologique

n'est pas la simple conséquence d'un processus unique qui va en s'amplifiant - croissance démographique, augmentation de la demande - mais également des changements importants dans les techniques de production, changements qui eux-mêmes dépendent de facteurs économiques et politiques importants» (Commoner).

La même division apparaît quant aux solutions, reflétant des politiques radicalement opposées qui correspondent à des intérêts nationaux et de classe différents. Il n'est pas étonnant que les nations riches et les couches sociales qui consomment des quantités disproportionnées de ressources craignent le plus de se trouver à court. En conséquence, les écologistes qui les représentent tendent à préconiser le contrôle de la population et de la croissance économique. D'autre part, il faut s'attendre à ce que les pauvres, qui espèrent que l'expansion économique améliorera leur situation mais qui peuvent difficilement échapper aux risques sanitaires et à la pollution qu'elle entraîne, préfèrent les théories qui critiquent non pas l'expansion en soi mais ses conséquences imprévues. Leurs représentants dans le mouvement écologiste s'inquiètent donc d'avantage des technologies polluantes et de l'épuisement des « terrains de décharge » qui selon eux ne tardera pas à survenir.

Ainsi le débat entre Commoner et Ehrlich a rapidement dépassé le désaccord scientifique pour adopter deux rhéoriques et stratégies radicalement différentes. Leur dispute, qui eut lieu au tout début des préoccupations écologistes du public, a ébauché certains des thèmes principaux des polémiques sur l'anthropocentrisme et le biocentrisme, la démocratie et la dictature, les conflits Nord/Sud, et ainsi de suite. Ces thèmes se reflètent aujourd'hui dans l'orientation très différente des organisations écologistes intégristes (*deep ecology*) telles que la Terre d'abord ! et les syndicats à conscience écologiste tels que le syndicat des Oil, Chemical and Atomic Workers. En Allemagne, certains de ces mêmes désaccords se reflètent dans la scission dans le parti Vert entre les «*fundis* » (les fondamentalistes) et les «*realos*» (les réalistes), les premiers revendiquant une fin à la croissance industrielle et démographique, alors que les seconds poursuivent des alliances rouge-

verte avec les travailleurs pour réformer l'industrialisme. Il s'avère donc que Ehrlich et Commoner ont été des prophètes, mais pas tant de l'écologie que des polémiques dans le mouvement pour sauver l'environnement.

Le cœur du désaccord porte sur des vues très différentes sur la nature de la technologie. Le mouvement écologiste fondamentaliste préconise le contrôle de la croissance parce qu'il ne peut concevoir de changement dans l'ordre industriel qui la rendrait écologiquement compatible (Ullrich, 1979). Le déterminisme technologique mène ainsi directement à une position malthusienne où il faut choisir entre des valeurs écologiques et économiques. C'est la position de Ehrlich. Commoner s'appuie au contraire sur une philosophie non-déterministe de la technologie qui admet la possibilité d'une transformation technique radicale. Ce n'est qu'à cette condition-là que l'expansion et l'environnement peuvent être conciliés. Dans la section qui suit, je passe en revue leur débat initial ainsi que certaines de leurs positions plus récentes afin d'avoir une perspective historique sur ces polémiques écologistes¹.

La fin de l'histoire

Ces désaccords ont quelque chose d'étonnant. Après tout, les scientifiques sont censés être habitués à parvenir au consensus. Mais il y a un précédent à ce genre de conflit : le mouvement des scientifiques pour le désarmement nucléaire qui a suivi la deuxième guerre mondiale. Cette expérience s'avère être particulièrement utile pour comprendre le mouvement écologiste puisque plusieurs de ses leaders y avaient participé, alors que d'autres l'imitaient dans leurs activités et leurs écrits.

Le mouvement des scientifiques est né de la prise de conscience angoissée que la création de la bombe atomique

1. Des livres récents de Ehrlich et Commoner réaffirment leur position originale, quelque peu radoucie avec le temps, et mettent à jour le débat. Voir Ehrlich et Ehrlich (1990); Commoner (1990). J'en parlerai dans la mesure où cela conviendra, mais je ne prétends pas offrir une vue complète de ces nouveaux livres qui, bien qu'ils soient souvent plus circonspects que les œuvres précédentes, n'ont pas l'importance déterminante des premiers écrits qui définissaient les polarités idéologiques du mouvement écologique.

contredisait la mission soi-disant humanitaire de la recherche. Cependant, le fait même que la science fut capable d'un tel exploit avait promis aux scientifiques bien plus d'influence et de pouvoir qu'ils n'avaient jamais eus en tant que bienfaiteurs de l'humanité. Les vétérans du projet Manhattan saisirent immédiatement l'occasion de parler avec une nouvelle autorité².

Les physiciens, dont beaucoup avaient sympathisé avec le socialisme pendant les années de la dépression, abandonnèrent les problèmes de classe pour s'ériger en porte-parole de la Science, considérée comme une nouvelle force dans les affaires humaines ayant un pouvoir et des possibilités jusqu'ici insoupçonnés. La nouvelle politique scientifique espérait se faire entendre en soulignant la nature apocalyptique des forces déchaînées par la science, et en organisant un front uni de scientifiques pour tirer bon parti de la nouvelle autorité de la recherche. Elle invita l'espèce humaine à faire face au problème de la survie, et à subordonner tous les intérêts particuliers, sociaux et nationaux à cette question bien plus importante.

Le mouvement des scientifiques suscita une peur et un espoir: la peur de la disparition de l'espèce humaine, l'espoir d'un gouvernement mondial et la fin de l'utilisation de la force dans la politique des nations. Quelques scientifiques suggéraient de partager immédiatement tous les secrets nucléaires avec l'Union soviétique en contrepartie de la renonciation soviétique à la bombe. D'autres voulaient que les États-Unis rendent son arsenal nucléaire aux Nations unies, et abandonnent la production de telles armes.

Bien sûr, il n'en a pas été question. Au lieu de cela, la guerre froide entre l'Union soviétique et les États-Unis a commencé subrepticement à Hiroshima, et nous nous sommes depuis accoutumés à vivre sous l'épée de Damoclès du nucléaire. Il apparut rapidement que loin de résoudre les problèmes du monde, la crainte de la destruction universelle nucléaire avait

2. On peut trouver un compte rendu du mouvement des scientifiques chez Smith (1965).

simplement changé les enjeux de la lutte. Dans la génération précédente, Nobel s'était aussi imaginé que la découverte de la dynamite, cette arme terrible, finirait par mettre fin à la guerre.

Pour les écologistes, les sciences biologiques sont censées présenter une échappatoire aux conflits nationaux et de classe qui sont le moteur de l'histoire. En tant que désastre naturel de portée planétaire, la crise écologique pourrait unifier l'humanité et transcender les rivalités historiques dans une confrontation plus fondamentale avec la nature elle-même. En conséquence, le mouvement écologique naquit comme une politique de survie de l'espèce, essayant par la peur d'unifier le peuple autour d'une stratégie commune pour sauver la Terre.

Ehrlich, par exemple, tenta de donner au mouvement écologiste l'apparence d'un nouveau mouvement des scientifiques, comme le montre le titre de son best-seller de 1968 : *The Population Bomb*. (Son livre le plus récent s'appelle *The Population Explosion*.) En fait, il s'attira la sympathie du *Bulletin of the Atomic Scientist*, fondé en 1945 pour faire avancer la compréhension publique du péril nucléaire. Comme dans le mouvement des scientifiques d'après-guerre, sa stratégie tenta d'augmenter l'autorité de la communauté scientifique à la hauteur de la crise qu'elle avait identifiée. Il tenait donc beaucoup à préserver un front uni de l'opinion scientifique, et proposa un compromis public avec Commoner tandis que dans les coulisses les scientifiques réglaient entre eux leurs différents techniques.

Commoner, lui aussi, était activiste du premier mouvement des scientifiques en tant qu'assistant d'un sénateur après la guerre. Plus tard il lutta pour le traité d'interdiction des essais nucléaires et fonda le journal *Nuclear Information*. Mais tandis que Ehrlich essayait de rétablir quelque chose d'analogue à l'ancien mouvement des scientifiques sur la base d'une rhétorique apocalyptique, Commoner avait adopté une position très différente. Il se concentra sur les tensions sociales autour du mouvement écologiste, et essaya de les définir en termes de conflits de classe. En ce qui le concernait, il ne pou-

vait y avoir aucun consensus écologique véritable. Le conflit millénaire des riches et des pauvres avait envahi cette nouvelle base commune comme il l'avait fait partout où l'humanité avait essayé de s'installer.

Race et nation

Les thèses de Ehrlich, telles qu'elles figurent dans *The Population Bomb*, ont le mérite d'être simples, claires et faciles à dramatiser. Comme n'importe quelle autre courbe exponentielle dans un environnement fini, celle que suit l'explosion démographique finira par se stabiliser. « En principe donc, il y a seulement deux types de solutions au problème de la surpopulation. L'une d'elles est la solution qui s'adresse au taux de la natalité, où nous trouvons moyen de faire baisser le taux de la natalité. L'autre est la solution du taux de mortalité, où les moyens d'augmenter le taux de mortalité – guerre, famine, pestilence – nous trouverons » (Ehrlich, 1968).

En 1968, Ehrlich affirma que le deuxième processus avait déjà commencé et suggéra trois avenir probables pour l'espèce humaine dans les décennies à venir. La prévision la plus optimiste était la mort de « seulement » 500 millions de personnes en dix années menant à un nouvel équilibre entre la population et les ressources. Cette conclusion avait suivi la conviction de Ehrlich qu'en 1958 « la cigogne avait dépassé la charrue » dans les pays en voie de développement. Les limites biologiques de la production agricole ayant été atteintes, l'avenir semblait en effet sinistre.

Avec le désastre en perspective, Ehrlich se demandait si après la période des famines l'espèce humaine pourrait enfin en venir à « une solution du taux démographique » à ses problèmes. Selon lui, la société humaine ne pouvait être sauvée que par un ensemble de motivations morales, financières et surtout légales et coercitives, appliquées à l'échelle internationale par les États-Unis ou un gouvernement mondial.

Mais à mesure que les implications globales de la politique écologique devenaient plus claires, c'est le malthusianisme lui-même qui apparut comme la véritable catastrophe à laquelle pouvaient s'attendre les minorités raciales et le tiers-monde. Ehrlich a souvent répété qu'il espérait entraîner « tout

le monde » à œuvrer pour le salut écologique. Mais sa coalition eut un mauvais départ dans au moins une arène importante : les Noirs rejetèrent la croissance démographique zéro, que beaucoup d'entre eux considéraient comme une attaque raciste contre leur survie. Ehrlich nia que son mouvement était celui de Blancs prospères et instruits, prêts à rejeter le fardeau écologique sur les Noirs pauvres. Il proposa, par exemple, qu'un « impôt bébé » pour décourager les naissances soit accompagné d'exemptions spéciales pour les minorités. « La meilleure manière d'éviter tout soupçon de génocide est de contrôler la population du groupe dominant » {Ehrlich et Hariman, 1971). Pourquoi, néanmoins, le mouvement de croissance démographique zéro était-il incapable de calmer les craintes des Noirs? Peut-être pourrait-on trouver une partie de la réponse dans cette publicité dans un journal pour le contrôle de la natalité : « Nos taudis dans les villes sont pleins de jeunes - oisifs par milliers, victimes du mécontentement et de la drogue. Des millions d'autres se déverseront dans les rues dans les années à venir étant donné le taux actuel de natalité, Après la tombée de la nuit, vous sortez à vos propres risques et périls. L'année dernière, un Américain sur quatre cent a été assassiné, violé ou volé. Le contrôle de la natalité est la solution³. »

Cette approche de « crime dans les rues », « la défense de l'ordre public » s'adressa au public qu'elle souhaitait atteindre, et certainement pas aux Noirs, qui avaient l'habitude de se voir rejeter la responsabilité de tous les maux urbains. En effet, les Noirs apparaissaient comme l'ennemi, la horde humaine qu'il fallait endiguer. Au profit de qui ? Évidemment de ceux qui « sortent après la tombée de la nuit à leurs propres risques et périls », une expression qui dans le cadre de cette publicité semble faire allusion à la population blanche respectable.

Il n'est pas étonnant que les Noirs aient été effrayés par une propagande dont l'implication finale était leur stérilisation forcée (une pratique qui, bien que rare, n'était nullement inconnue aux États-Unis). L'attitude de certains partisans de

3. Cité par Commoner (1971).

la croissance démographique zéro vis-à-vis du tiers-monde indique, en outre, que ces craintes étaient justifiées. En effet, lorsque le taudis surpeuplé se trouvait dans un pays étranger on n'hésitait pas à invoquer le recours à la force pour imposer le contrôle du taux démographique.

Dans *The Population Bomb*, Ehrlich exprime son accord avec Paul et William Paddock, les auteurs d'un livre qui s'appelle *Famine. 1975!* (Paddock et Paddock, 1967). Les auteurs proposent une stratégie de « triage » dans l'aide alimentaire fondée sur la politique médicale traditionnelle de l'armée. Les pays qui ont suffisamment de ressources n'ont pas besoin d'aide parce qu'ils peuvent s'aider eux-mêmes. Les cas limites, qui peuvent survivre mais seulement à condition de recevoir de l'aide, devraient être aidés au maximum. « Finalement » Ehrlich remarque dans son résumé des propositions des Paddock, « il y a une dernière catégorie tragique – ces pays qui ont tant de retard qu'il n'y a aucun espoir que notre aide alimentaire puisse les amener à l'autosuffisance. Les Paddock indiquent que l'Inde se trouve probablement dans cette catégorie. Si c'est le cas, le système de triage ne lui permettrait pas de recevoir aucune aide alimentaire. » Et il ajoute, « à mon avis, il n'y a aucun choix rationnel sauf celui d'adopter une certaine forme de la stratégie de Paddock en ce qui concerne la distribution alimentaire » (Ehrlich, 1968).

Tandis que des pays comme l'Inde seraient abandonnés, on exigerait des autres qu'ils introduisent un contrôle démographique strict et non volontaire comme condition pour recevoir de l'aide alimentaire. Commentaire de Ehrlich : « Contrainte? Peut-être, mais contrainte au service d'une bonne cause. Je suis parfois étonné de l'attitude de certains Américains qui sont horrifiés à l'idée que notre gouvernement subordonne l'octroi de l'aide alimentaire à l'adoption d'une politique de contrôle des naissances. Bien trop souvent, ces mêmes personnes sont pleinement d'accord pour approuver le recours à la force militaire contre ceux qui s'opposent à notre forme de gouvernement ou à notre politique étrangère. Nous devons être implacables dans notre exigence d'un contrôle des naissances partout dans le monde » (Ehrlich, 1968).

Si cette remarque est déjà « brutale et impitoyable » (les mots sont ceux de Ehrlich lui-même), que dirons-nous de la défense encore plus éloquente de la même position par Garret Hardin: « Comment pouvons-nous aider un pays étranger à échapper à la surpopulation ? De toute évidence ce que nous pouvons faire de pire c'est de lui envoyer de la nourriture. L'enfant qui est sauvé aujourd'hui deviendra un jour le père d'un autre enfant. Nous envoyons de la nourriture par compassion, mais si nous voulions augmenter la misère dans un pays surpeuplé, pourrions-nous trouver un moyen plus efficace ? Des bombes atomiques seraient plus charitables⁴. » Et Hardin conclut, « les minorités favorisées doivent devenir les fondés de pouvoir d'une civilisation menacée par l'ignorance des bien-intentionnés » (Hardin, 1971).

Ehrlich est plus sensible dans *How To Be a Survivor*. Il y propose un programme d'aide massive au tiers-monde et observe que dans la lutte globale pour faire baisser le taux démographique, les États-Unis « devraient montrer le chemin en donnant l'exemple » (Ehrlich et Harriman, 1971). Et il continue: « Le problème démographique ne saurait être résolu par le refus d'une aide médicale ou alimentaire et en laissant les gens mourir de faim ou de maladie » (Ehrlich et Harriman, 1971). Il croit toujours que le moyen le plus sûr d'instaurer des politiques démographiques rationnelles passe par la coercition, mais il n'appartient pas selon lui aux seuls États-Unis de l'imposer. Au lieu de cela, il réclame « la coercition mutuelle, mutuellement convenue⁵. » Il faudra un gouvernement mondial pour exercer le pouvoir sur les masses humaines.

Nous pouvons maintenant boucler la boucle : en 1946, J. Robert Oppenheimer écrit : « Beaucoup de gens disent que sans gouvernement mondial il ne pourra y avoir de paix permanente, et que sans la paix il y aura une guerre atomique. Je pense qu'il faut en convenir » (Oppenheimer, 1955). Dans sa conception du salut par un gouvernement mondial, le mouvement des scientifiques d'après-guerre rappelle l'opposition

4. À noter l'équivalence métaphorique de la « bombe » démographique et la bombe nucléaire qui caractérise cette tendance.

5. L'expression est de Hardin (1971).

humanitaire à la guerre qui remonte à Kant. Le renouveau de cette conception dans un mouvement écologiste à l'infrastructure idéologique analogue n'a rien d'étonnant. Il est implicite dans une approche qui se fonde sur l'intérêt commun de l'espèce humaine à sa survie et qui supprime les intérêts particuliers.

Cependant, face à la réalité grossière, le projet universalisant d'un gouvernement mondial se dégrada vers la fin des années quarante de façon assez particulière, ce qui pourrait expliquer les ambiguïtés dans les nouvelles formulations écologistes. L'idée d'un État mondial où la majorité ne serait pas blanche, inquiéta les scientifiques et ils proposèrent des mesures qu'aujourd'hui nous condamnerions certainement comme racistes, comme par exemple de faire jouer le vote en faveur des nations blanches nanties⁶.

Ces propositions tordues sont-elles des reliques d'une époque révolue ? Ou sont-elles les conséquences typiques de vagues d'un universalisme impuissant se brisant sur les écueils de puissants particularismes ? Avoir recours à un gouvernement mondial pour contrôler la natalité présente des dangers qu'on anticipait déjà lors des premières tentatives décevantes d'appliquer cette idée, parce que la coercition reste la prérogative de pouvoirs plus ou moins égaux. Mais seuls des pays développés sont capables d'imposer leur volonté. En outre, c'est surtout dans ces pays que l'opinion publique soutiendra l'idée de contraindre les nations pauvres à suivre des programmes de contrôle démographique. Un gouvernement mondial qui utiliserait la force pour imposer des contrôles démographiques serait un gouvernement de pays développés gouvernant les pays en voie de développement.

L'idéologie malthusienne

En tant que malthusien, Ehrlich souligne les limites objectives et naturelles de la biosphère, les pénuries absolues qui menacent l'espèce humaine. Son œuvre a vulgarisé cette

6. Voir R. Niebuhr dans *The Bulletin of Atomic Scientists*, oct. 1949, p. 289 ; E. Teller dans *The Bulletin of Atomic Scientists*, déc. 1947, p. 355, et sept. 1948, p. 204 ; E. M. Friedwald dans *The Bulletin of Atomic Scientists*, déc. 1948, p. 363.

approche, qui a rapidement trouvé des échos dans un nombre important de proclamations et d'essais.

En 1972 le club de Rome publia une étude apocalyptique effrayante, *The Limits to Growth*, qui conclut que « le fonctionnement fondamental du système mondial est la croissance exponentielle de la population et du capital, suivi de son effondrement » (Meadows, 1972). *The Limits to Growth* prévoit que l'expansion de la population et de la capacité industrielle mènera à une demande accrue de matières premières qui se feront de plus en plus rares. En un siècle, s'il n'y a pas d'intervention, l'industrie mondiale dépensera tellement pour ses ressources de plus en plus coûteuses qu'elle ne pourra pas renouveler le capital déprécié. Finalement, la base industrielle, ainsi que le secteur des services et de l'agriculture, s'effondrera en causant une diminution radicale de la population accompagnée d'un retour de l'espèce humaine à la barbarie. Est-il possible que le système industriel moderne soit destiné à être une expérience de courte durée - et tragique - plutôt que l'apothéose triomphante de l'espèce?

À cette même époque en Angleterre, les rédacteurs de *The Ecologist* publièrent un document intitulé *Blueprint for Survival*, approuvé par « trente-trois scientifiques importants », et qui proposait aux Britanniques de ralentir leur croissance économique et de réduire de moitié leur population pour éviter « l'effondrement de la société et le bouleversement irréversible des systèmes de soutien à la vie sur cette planète⁷ ».

Encore plus extrêmes furent les arguments de Robert Heilbroner dans son *Inquiry into the Human Prospect* qui prévoyait la fin de la démocratie libérale dans l'ère turbulente de la crise écologique. « Du fait de la pression des populations », écrit-il rétrospectivement, « je déduisis l'arrivée de gouvernements "militaire-socialiste", seuls régimes capables d'établir des systèmes économiques et sociaux viables » (Heilbroner, 1974). Il préconisait le retour aux communautés tribales comme alternative à long terme à un industrialisme fatalement vicié (Heilbroner, 1974).

7. Voir aussi Mansholt (1972),

Il est clair qu'il y a une continuité avec les positions actuelles et certaines interventions récentes nous mènent même au-delà des spéculations les plus délirantes des années soixante-dix, à la limite de la folie. Par exemple, le magazine *Earth-First!* publia un débat sur les effets écologiques bénéfiques du sida. Un auteur anonyme y écrit: «Si les écologistes radicaux devaient inventer une maladie pour ramener la population humaine à un équilibre écologique, ce serait probablement quelque chose comme le Sida. En tant qu'écologistes radicaux, nous voyons le sida non pas comme un problème, mais comme une solution nécessaire (que vous n'aimeriez sans doute pas essayer vous-même)» {Miss Ann Thropy, 1987}.

Le livre le plus récent de Ehrlich est beaucoup plus modéré; peut-être s'agit-il là d'une admission implicite de l'échec de ses prévisions alarmistes d'autrefois. (Je dis «implicite» parce que, chose assez étonnante, malgré l'énormité des erreurs dans ses prévisions des limites à la nourriture et aux ressources, il écrit comme si *The Population Bomb* avait été confirmé par les événements.) Il ne parle plus exclusivement de surpopulation et ne préconise plus le contrôle coercitif de la population. Cependant la politique démographique reste toujours sa préoccupation centrale. Après avoir présenté de nombreuses sources possibles de catastrophe écologique, il conclut: «Arrêter la croissance démographique et en amorcer petit à petit le déclin n'est pas une panacée; cela donnerait essentiellement à l'humanité la possibilité de résoudre d'autres problèmes» (Ehrlich et Ehrlich, 1990).

Toutes ces positions malthusiennes considèrent la société comme un objet quasi-naturel gouverné par des lois déterministes. Ehrlich, par exemple, prétend que la «bombe démographique» est un processus biologique – c'est-à-dire la reproduction humaine – qui a dévié. La technologie devient aussi un objet naturel quand on dit que la croissance économique implique nécessairement toujours la même technologie que nous utilisons aujourd'hui. On rejette sommairement les propositions visant à utiliser des technologies moins nocives, à substituer des ressources abondantes ou renouvelables à celles qui sont en diminution telles que le pétrole, et

à envisager une conception de la prospérité qui soit plus compatible avec l'écologie. Dans cette optique il est évident qu'une augmentation du nombre de personnes et des richesses provoquera une augmentation équivalente de la pollution et une diminution des ressources correspondantes.

Sans ces prémisses déterministes, l'analogie entre la bombe démographique et la bombe atomique est faible et la logique d'une politique de survie ne tient plus debout. Pourquoi ? Parce que la bombe atomique est une avancée technologique unique dont certaines conséquences n'ont pas de solution technologique facile. Mais il en irait différemment si, à la différence de la bombe atomique, on pouvait transformer complètement le système industriel. Comme nous le verrons, Commoner soutient que nos moyens technologiques ainsi que nos objectifs économiques peuvent évoluer de façon à prendre en considération les questions écologiques et de santé publique dont on tient peu ou pas compte aujourd'hui. On peut imaginer une évolution dans les problèmes posés à la technologie industrielle moderne, et des solutions rendant la croissance compatible avec l'environnement. Rien de tel dans le cas des armes nucléaires.

Le biologique ou le social

Pour Commoner, les problèmes écologiques de toutes sortes, y compris la surpopulation, résultent de causes sociales inhérentes au capitalisme et au colonialisme. Par exemple, la croissance démographique dans le tiers-monde est due non pas à la fertilité naturelle de l'espèce, mais à la pauvreté et au taux élevé de mortalité infantile. Le taux européen de croissance démographique diminua à mesure que la prospérité augmentait dans un processus qualifié de « transition démographique. » L'exploitation coloniale du tiers-monde y a bloqué la transition démographique, ayant pour résultat le déséquilibre courant. Si les facteurs sociaux influencent le comportement reproducteur, nous devons créer les conditions où ces facteurs favorisent une croissance démographique plus lente dans les pays pauvres. Ceci exigera, non pas « la coercition au service d'une bonne cause » mais de l'aide économique massive. Puisque le problème démographique est

essentiellement social plutôt que biologique, il faudra une solution sociale.

Malheureusement, les livres récents de Ehrlich et de Commoner ne proposent pas de nouvelles solutions. Bien sûr, les deux auteurs ont maintenant du recul sur vingt années d'expérience démographique. Et bien que tous deux préconisent le contrôle volontaire des naissances et soient d'accord sur certaines données fondamentales telles que l'effectif probable où la population mondiale se stabilisera (10 milliards de personnes), ils semblent ne pas s'être rendus compte des développements qui portent le plus de préjudice à leurs arguments, Ehrlich, par exemple, fait toujours comme si « la cigogne avait dépassé la charrue, » juste un peu après 1968 ou 1975. Et Commoner ne parle pas des implications importantes de la politique chinoise démographique et des questions féministes dans sa discussion de la transition démographique qui fonde son raisonnement.

Quant au problème de la pollution, le désaccord peut être clairement énoncé dans les propres termes qu'utilise Ehrlich pour calculer l'impact écologique comme le produit de l'importance de la population par la richesse, c'est-à-dire, de la quantité de biens par personne, et par la propension de la technologie productive à polluer. Ehrlich pense que le premier de ces facteurs est décisif, et en conclut que le problème de la pollution est un dérivé du problème démographique. Par contre, à partir d'une étude approfondie de l'impact relatif des trois facteurs, Commoner soutient que « les plus fortes augmentations de la pollution ne sont pas tant dues à la population ou la richesse qu'aux changements dans la technologie de production » (Commoner, 1971).

Commoner a noté que la pollution aux États-Unis a augmenté de 200 à 2000% entre 1946-1966, alors que la population n'a augmenté que de 42%. Sa conclusion: « La croissance démographique aux États-Unis n'a qu'une influence mineure sur l'intensification de la pollution écologique » (Commoner, 1971). Le vrai coupable est la transformation massive de la technologie industrielle et agricole depuis la deuxième guerre mondiale. « Les technologies de production ayant un

impact intense sur l'environnement ont déplacé les moins destructrices », par exemple la substitution des détergents au savon, les fibres synthétiques au coton et à la laine, les plastiques au bois, l'utilisation accrue de l'aluminium, des climatiseurs, d'automobiles de plus en plus puissantes et l'utilisation intensifiée d'engrais et de pesticides à la ferme (Commoner, 1971). Le résultat de ces changements est l'intensification énorme de l'impact écologique des sociétés modernes, à tel point que nous sommes au bord de l'effondrement des processus biologiques qui ont continuellement renouvelé l'air, le sol et l'eau depuis des millions d'années (Commoner, 1971). Ce n'est donc pas le déterminisme biologique et technologique, mais c'est l'économie **qui** est à la base de la crise écologique.

Que faut-il faire ? Commoner propose de transformer la technologie moderne « pour satisfaire aux exigences indéniables de l'écosystème » (Commoner, 1971). Il évalue le coût d'un tel programme, qui est élevé, estimant « qu'il faudra consacrer la plupart des ressources de la nation vouées à l'investissement des capitaux à la tâche de la reconstruction écologique pendant au moins une génération » (Commoner, 1971).

Commoner a longtemps soutenu, dans de nombreux articles et livres, que seul un système économique socialiste démocratique pouvait faire face aux problèmes écologiques. Son livre le plus récent, comme celui de Ehrlich, est un peu plus prudent. Il croit toujours que la poursuite du profit à court terme donne lieu à de mauvaises décisions techniques. Aujourd'hui, l'expérience des vingt dernières années l'a convaincu plus que jamais qu'il ne suffit pas d'un simple bricolage pour contrôler la pollution. Au lieu de cela, des technologies qui ont un impact négatif sur l'environnement devront être supprimées et remplacées par de meilleures.

Mais Commoner est plus modéré depuis la chute du communisme en Union soviétique et en Europe de l'Est, et la faillite des vieilles idées sur la planification et l'économie du marché qui lui semblaient évidentes autrefois en tant qu'homme de gauche. Maintenant il écrit que le marché « est un moyen utile pour faciliter l'écoulement des biens du pro-

ducteur au consommateur : mais il devient un mal social quand on le laisse régir par la technologie de la production » (Commoner, 1990).

La question des rendements décroissants

Maintenant les enjeux politiques du débat sont clairs. Derrière les controverses scientifiques, derrière le conflit sur l'épuisement des ressources et la dégradation écologique, derrière le désaccord méthodologique concernant le caractère biologique ou social des facteurs menant à la crise, il y a tout simplement le vieux débat sur le capitalisme et le socialisme ! Mais Commoner avait-il raison de lier le jeune mouvement écologiste à la vieille lutte épuisée pour le socialisme ? Après tout, les problèmes écologiques semblent Être indifférents au système socio-économique. Les critiques de Commoner ont vu une démagogie démodée dans sa tentative de « marxiser » l'écologie. Cela perturba particulièrement Ehrlich qui craignait que la politique de Commoner ne brise l'unité transcendant les classes et l'idéologie de son mouvement pour la survie, et déclara qu'« agiter un drapeau rouge devant les taureaux n'a aucun sens » (Ehrlich et Harriman, 1971).

Ehrlich déplore que la politique de Commoner repose sur de mauvais principes scientifiques⁸. Commoner aurait sous-estimé la signification de la croissance démographique en négligeant la relation non-linéaire entre l'importance de la population et la pollution. En vertu de la « loi du rendement décroissant », une faible augmentation du taux de croissance démographique pourrait entraîner une augmentation disproportionnée de la pollution. Commoner, d'après Ehrlich, a fait une comparaison sommaire entre une faible augmentation du taux de croissance démographique et une augmentation importante de la pollution et en a conclu que d'autres facteurs

8. Voir Commoner *et al.* (1972). Les deux articles publiés dans ce numéro, une critique de *The Closing Circle*, de Ehrlich et Holdren, et la réplique de Commoner font aboutir le débat. Une version un peu différente de l'article de Ehrlich et Holdren fut publié dans le numéro de mai 1972 du bulletin qui contient également, la réponse de Ehrlich et Holdren à celle de Commoner. Voir également la lettre de Ehrlich au *New York Times*, 6 fév. 1972. Cette section-ci résume l'argument central de ces publications.

devaient être décisifs. En fait, on peut interpréter l'interaction des variables de telle manière que même une hausse de la population de 42 % pourrait entraîner une augmentation de 200 à 2000 % de la pollution citée par Commoner.

Prenons le cas de la production alimentaire. On peut obtenir un niveau élevé de productivité à partir d'un bon sol avec peu d'engrais. Mais le sol fertile est limité. Lorsque la population s'accroît au-delà de certaines limites, les fermiers doivent aussi cultiver les terres médiocres afin de produire de la nourriture pour tous. À ce moment-là on intensifie de façon dramatique l'utilisation d'engrais pour préparer une mauvaise terre à produire des récoltes satisfaisantes. L'utilisation accrue d'engrais mène à la pollution accrue de l'eau. Selon Ehrlich, c'est exactement ce qui se produit aux États-Unis,

Cette critique ressemble à la méthode de *The Limits of Growth*. D'abord on postule une limite naturelle à des ressources supposées irremplaçables. Les conséquences écologiques par unité d'activité technologique sont ensuite estimées à leur niveau plus ou moins présent. Enfin, on assume un niveau de demande par habitant et on le multiplie par le nombre réel et projeté de personnes dans la population. À mesure que les ressources en question s'épuisent, que l'efficacité en diminue, que les dépenses et la pollution augmentent, c'est la survie même de la population en dépendant qui finit par être menacée.

Commoner répond que le problème du rendement décroissant ne s'applique plus aux développements technologiques majeurs depuis la deuxième guerre mondiale. En outre, dit-il, les rendements « diminuent » en pratique moins pour des raisons écologiques qu'économiques ; cela ne reflète pas les limites naturelles des ressources mais les mécanismes de comptabilité et de tarification qui dépendent de facteurs sociaux. Qu'est ce qui contraint, dans l'exemple de Ehrlich, le fermier à l'utilisation excessive de l'engrais ? Certainement pas la pénurie absolue de terres car lorsque ce débat se tenait, il en restait beaucoup aux États-Unis et le gouvernement payait en fait les fermiers pour ne pas les cultiver afin de maintenir les prix agricoles. C'est ce qui poussa les fermiers à exploiter

au maximum les terres qu'ils cultivaient afin de pouvoir faire du bénéfice. Et dans ce cas-là un phénomène tel que le problème du rendement décroissant apparaît car il faut toujours plus d'engrais pour que la productivité du sol continue à augmenter. Mais ce problème est dû uniquement à l'imposition de limitations aux superficies cultivables.

Tout bien pesé, l'argument de Commoner semble plus convaincant. Bien entendu, il serait possible de construire des modèles idéalisés d'un « système mondial » où toutes les variables resteraient constantes et dont on extrapolerait un conflit inévitable entre la population et les ressources. Mais il ne s'agit pas là du monde réel, où les limites dépendent d'une multiplicité de facteurs, dont beaucoup sont sociaux.

Cette question fondamentale continue à diviser Ehrlich et Commoner plus de vingt ans après leur débat original. Ehrlich soutient toujours que la surpopulation est responsable de nombreux problèmes écologiques et Commoner ne prête aucune attention à cette question pour les mêmes raisons qu'avant.

Ehrlich définit maintenant « la surpopulation » comme le nombre d'habitants dépassant « la capacité d'accueil » de la Terre qu'ils habitent. Il n'y a pas de limite absolue au nombre de personnes qu'un territoire donné peut soutenir puisque l'impact écologique varie en fonction de la richesse et de la technologie aussi bien que du nombre de personnes. Mais il critique ceux qui, comme Commoner, soutiennent qu'avec des technologies meilleures il serait possible de faire face à un nombre plus élevé de personnes : « La surpopulation est définie par les animaux qui occupent le territoire, se comportant comme ils se comportent naturellement et non pas par un groupe hypothétique auquel on pourrait les substituer » (Ehrlich et Ehrlich, 1990).

Certes, mais Ehrlich ignore souvent l'impact disproportionné des changements technologiques fondamentaux que Commoner préconise, et considère le contrôle du taux de natalité comme la solution évidente au problème du surpeuplement. Il compte de nouveau sur la relation soi-disant non-linéaire entre la population et la pollution pour expliquer

pourquoi de petites réductions de la population auraient des impacts salutaires significatifs. De nouveau il nous parle du rendement décroissant, sans aucune preuve qui nous convaincrat que le contrôle démographique soit vraiment la solution à la plupart des problèmes écologiques (Ehrlich et Ehrlich, 1990).

Tant la définition de Ehrlich de la surpopulation que son hypothèse du rendement décroissant dépolitisent les problèmes écologiques. Il propose une politique de survie allant au-delà de toutes considérations historiques de classe et d'intérêt national, mais en fait il présuppose une constellation spécifique d'intérêts, c'est-à-dire le capitalisme et le néo-impérialisme modernes avec leur technologie : « Les animaux qui occupent le territoire, se comportant comme ils se comportent naturellement. » C'est pourquoi il finit par rechercher une solution biologique. Bien que certains aspects de son approche soient problématiques, ce dont je parlerai plus tard, Commoner propose une évaluation beaucoup plus réaliste des problèmes étant donné sa méthode qui tient davantage compte des facteurs sociaux.

Le personnel ou le politique

Une approche aux problèmes écologiques qui voit la technologie comme une chose naturelle, déterminée et immuable, finit par traiter la nature comme un objet social partout où elle est soumise à un contrôle technique. Dans le cas de la politique démographique c'est sur la reproduction humaine que se fixent les tentatives de contrôle et que les individus et les gouvernements peuvent manipuler avec la contraception et la stérilisation non volontaire.

En revanche, une approche qui souligne les sources sociales des problèmes préférera agir indirectement sur les médiations biologiques, avec des mécanismes sociaux régissant le comportement institutionnel et de masse. Il se peut que le résultat prévu soit le même, c'est-à-dire un meilleur équilibre entre la population et les ressources et une société moins polluante. Le moyen pour arriver à la fin sera toutefois différent.

D'un point de vue purement technique, une réduction rapide, draconienne et nécessairement coercitive, du nombre

de personnes est l'équivalent écologique de changer la technologie utilisée par une population beaucoup plus grande. Par exemple, on pourrait réduire le smog de Los Angeles de 50 % en réduisant de 50% la population - et donc aussi l'utilisation de l'automobile - dans la ville. Mais on pourrait également obtenir le même résultat tout en gardant le même niveau de population en réduisant de moitié les émissions des voitures qui circulent, ou en substituant des transports en commun à la moitié des voitures. Quoique le résultat écologique soit le même dans ces cas-là, il n'y a aucune équivalence morale entre des politiques très différentes, l'une imposant des dispositifs de contrôle de smog sur les voitures et l'autre obligeant légalement les familles à se limiter à un seul enfant.

Pour Commoner, le choix entre ces deux voies est « un choix politique qui indique l'importance relative accordée au contrôle social sur les actes privés et les processus sociaux » (Commoner, 1971). Voici le fond du désaccord. Quand on insiste sur l'importance primordiale de la démographie, « le contrôle social sur les actes privés » apparaît comme la solution. Cette approche est tout à la fois plus individualiste et plus répressive que celle qui souligne l'importance de la réforme « des processus sociaux » qui, selon Commoner, finissent par déterminer le taux de natalité et les choix technologiques.

En effet, le dilemme de la politique démographique est l'absence de toute possibilité d'actions significatives autres que l'appel à la conscience individuelle et les limites imposées par le gouvernement au nombre de personnes par famille. Il n'y a pas grand-chose à faire au niveau politique; il est difficile de manifester contre les bébés, ni même contre les parents. À moins que l'État n'intervienne (comme en Chine), il s'agit d'une décision privée, où chaque couple choisit le nombre d'enfants en fonction de ses valeurs personnelles. Ceci explique pourquoi le programme politique de Ehrlich hésita entre un volontarisme moraliste et une intervention plus ou moins répressive de l'État (Ehrlich, 1968). La stratégie résultante offrait la possibilité d'atténuer les effets d'une technologie écologiquement nocive, sans qu'il y ait de contrôle

social sur les processus sociaux, mais en en imposant la responsabilité et les coûts aux individus.

La signification du débat devient ainsi plus claire. Le peuple peut, pour citer Commoner, choisir un «nouveau style de vie personnel qui tienne compte de l'écologie, un style conçu pour réduire au minimum les deux facteurs qui intensifient la pollution que peut contrôler l'individu : la consommation et la démographie » (Commoner, 1971). Ou bien, « dans la mesure où ils sont peu disposés à entreprendre cette action personnelle, il leur faudra trouver une solution de secours en changeant les priorités économiques, sociales et politiques qui régissent la disponibilité des ressources de la nation » (Commoner, 1971). Commoner lui-même a préféré choisir l'action politique plutôt qu'individuelle, c'est-à-dire le contrôle sur les institutions plutôt que sur les individus.

Une synthèse est-elle impossible ? Ne pourrions-nous pas avoir au moins un contrôle volontaire sur le comportement individuel aussi bien qu'un contrôle politique sur les institutions ? Ehrlich a essayé de formuler une telle synthèse du personnel et du politique dans son livre de 1971, *How To Be a Survivor*. Il y élargit ses perspectives pour inclure non seulement le contrôle démographique, mais une réforme générale sociale égalitaire, la réforme technologique, et la réduction par le « dé-développement » du niveau de vie excessivement élevé des pays «surdéveloppés».

Mais une synthèse n'est pas facile à faire ; les questions de classe et de l'intérêt national la traversent directement et montrent clairement qu'il s'agit là d'une combinaison électorale de stratégies incompatibles. Par exemple, il est difficile d'approcher les travailleurs et les pauvres avec un slogan comme : « Essayez de vivre au-dessous de vos moyens ! Cela améliorera la situation économique de votre foyer et pourrait également aider à sauver le monde » (Ehrlich et Harriman, 1971). Dans une société qui repose sur l'inégalité économique, on ne peut pas espérer fonder un mouvement politique viable sur la renonciation économique. L'alternative, qui serait de faire intervenir le pouvoir de l'État pour réduire le niveau de

vie, n'est pas au service de finalités de haut niveau moral mais plutôt des intérêts des élites économiques et politiques.

En attendant, le monde des affaires s'opposa à beaucoup des éléments du programme de Ehrlich. D'abord il se sentit menacé par le mouvement écologiste. Sa stratégie initiale consista à distraire les gens d'une crise à laquelle il ne croyait pas, ou à ridiculiser les écologistes. L'un des principaux commentateurs, sceptique à l'égard de *The Limite to Growth*, écrivit: « J'imagine que si on prend au sérieux leur prévision que l'épuisement des ressources est imminente, il y a là de jolis profits à faire par la spéculation » (Silk, 1972).

Ensuite, en 1971, la compagnie American Can Company élargit sa campagne volontariste contre les déchets pour prendre en compte la crise écologique toute entière. La société Préservons la beauté de l'Amérique proclama: « Les gens sont à l'origine de la pollution; les gens peuvent y mettre fin. » Des centaines de millions de dollars de publicités furent consacrées à détourner la pression des écologistes sur le monde des affaires pour les diriger vers l'action individuelle (*Los Angeles Times*, 1971). Cette campagne fut en grande partie réussie ; le public américain ne tarda pas à être d'accord avec Pogo, le personnage de la bande dessinée qui dit : « Nous avons rencontré l'ennemi et c'est nous. »

Les hommes d'affaires qui finançaient cette campagne, et le président Nixon qui les félicita de leur conscience civique, n'avaient pas d'illusions sur les implications du mouvement écologique. Ils ne croyaient pas à la promesse d'un bien universel que tout le monde se partagerait de façon égale. Ils espéraient plutôt que l'énergie politique mobilisée par les critiques de plus en plus véhéments de la pratique écologique capitaliste pourrait se fixer sur des options privées, sans changer les institutions économiques de base, ce qui permettrait à beaucoup d'investisseurs informés d'encaisser « les jolis profits spéculatifs » auxquels ils avaient fini par croire⁹.

9. Selon Henry Ford 2 (1970). « les entreprises qui réussiront dans le dernier tiers du vingtième siècle seront celles qui verront dans les changements dans leur environnement des occasions de prendre de l'avance sur les concurrents ».

Cette anecdote dévoile le potentiel de discord que porte la crise écologique. Pour citer Commoner: « Il est question d'autre chose que de logique et d'écologie. » Si le débat s'échauffe ici c'est parce que la survie humaine est un sujet politique: nous sommes tous concernés, mais pas tous de la même manière. Selon Commoner: « Est-il en fait vrai que l'amélioration écologique soit un bien si universellement valable qu'il l'emporte sur des intérêts bien établis qui s'affrontent si farouchement au sujet d'autres problèmes tels que l'emploi ? La réponse, j'en suis convaincu, est non. En général, il est impossible d'établir une distribution impartiale du coût de l'amélioration écologique; quelque chose finira par céder » (Commoner, 1972b).

La lutte de classe sous un jour nouveau

Il est évident que Commoner voulait que le mouvement écologique fût « progressiste » au sens traditionnel du terme. Il espérait qu'il deviendrait un élément dans la lutte non seulement pour la nature, mais aussi pour les êtres humains, non seulement pour leur survie, mais aussi pour une société plus égalitaire. Mais il ne s'agit pas d'une simple option sentimentale ; Commoner devait prouver que son radicalisme n'était pas gratuit, que les alliés qu'il avait choisis étaient susceptibles en effet de travailler pour la réforme écologique. Son principal argument était que la pollution est une stratégie majeure de la réduction des frais à court terme. Au départ, pendant la première « période gratuite » où l'environnement tolère la dégradation, « les polluants s'accumulent dans l'écosystème ou dans le corps d'une victime, mais tous les coûts résultants ne se font pas ressentir immédiatement. Une partie de la valeur que produit l'abus gratuit de l'environnement est disponible pour atténuer le conflit économique entre le capital et les travailleurs. Les avantages semblent revenir aux deux parties et le conflit entre elles en est réduit. Mais en fait la pollution représente une dette à la nature qui doit être remboursée. Plus tard, lorsqu'il s'agit de régler la facture écologique, ce sont les travailleurs qui paient plutôt que le capital ; le tampon disparaît soudainement et le conflit entre ces deux sec-

teurs économiques se révèle dans toute son ampleur » (Commoner, 1971).

Ainsi la politique écologique est un jeu à somme nulle où la distribution des coûts affecte les classes différemment, selon leur position dans le système économique. À partir de cette prémisse, Commoner a construit ce que sont, en effet, des modèles idéal-types de l'attitude de classe vis-à-vis de l'environnement.

Le rapport du capitaliste à l'environnement est déterminé par la recherche du profit à court terme et son habileté à en faire payer les frais par d'autres. Les contraintes écologiques sont souvent en conflit avec des stratégies commerciales de masse, telles que l'augmentation de la puissance du moteur des automobiles, ou bien elles menacent de bloquer des possibilités d'investissement qui pourraient être rentables. La pollution apparaît comme un élément externe à tous ses calculs, un désagrément subi en grande partie par d'autres parce que le capitaliste a les moyens d'échapper aux conséquences les plus pénibles dans sa vie privée ; en effet, il peut s'acheter la climatisation pour sa maison et sa voiture, habiter dans la banlieue ou à la campagne, et passer ses vacances dans des régions non polluées, et ainsi de suite.

Conclusion : le capitalisme résistera aux contrôles écologiques jusqu'à ce qu'ils deviennent inévitables. Il essaiera alors d'en faire endosser le coût à d'autres. Cette prévision théorique a été une description assez juste de l'attitude du monde des affaires aux États-Unis.

La position objective des travailleurs vis-à-vis de l'environnement est tout à fait différente parce que pour eux la pollution n'est pas un élément exogène mais endogène. Les travailleurs à l'usine souffrent des effets de la pollution bien plus que des cadres dans leur bureau administratif. Même pendant « la première période gratuite » que nous avons décrite, les travailleurs et les pauvres « payent » pour la pollution par la maladie. À mesure qu'augmentent ces coûts, c'est dans leur vie quotidienne que le problème les touche au vif. Voilà la différence essentiel le entre les classes inférieures et privilégiées dans leur rapport à l'environnement.

L'idée qui sous-tendait l'espoir de Commoner était que les travailleurs, ou au moins leurs syndicats, finiraient par mener l'opposition militante à la dégradation écologique. « La nécessité d'une nouvelle alliance est claire. Ni le travailleur ni l'écologiste ne peuvent atteindre leurs objectifs séparés sans s'associer dans une finalité commune : reconstruire le système de production de la nation de sorte qu'il se conforme aux impératifs de l'environnement qui le soutient, qu'il réponde aux besoins des travailleurs qui le font marcher, et qu'il assure l'avenir de ceux qui l'ont construit » (Commoner, 1973b).

Certes, ce sont là de bons sentiments, mais bien que Commoner offrit de bonnes raisons pour que les travailleurs participent au mouvement écologique, il est évident que l'ambiguïté de la situation des travailleurs lui avait échappé. Comme il le suggère, les travailleurs peuvent lutter pour que les frais de la restauration écologique soient partagés plus équitablement par l'amélioration des conditions de travail et de vie. Cependant, ils peuvent également refuser le fardeau inégal que le mouvement écologiste capitaliste leur impose en refusant toutes dépenses écologiques, bien que ce soit une politique à court terme. Leur choix dépendra de la capacité de la société de consommation à imposer une forme de bien-être qui paraîtra plus important que les biens matériels tels que des conditions de travail moins dangereuses et de l'air et de l'eau propres. L'échec de la lutte des années trente pour une durée de travail plus courte offre un précédent instructif et décourageant. À ce moment décisif, le mouvement ouvrier préféra les biens de consommation aux loisirs (Hunnicut, 1988).

Quand il écrit *The Closing Circle*, Commoner était convaincu que le conflit de classe intensifié né de la crise écologique produirait des leçons importantes pour une politique écologique. Il croyait qu'elle permettrait aux travailleurs américains de comprendre les mécanismes économiques qui causent la crise et aussi de rejeter les arguments contre le mouvement écologiste, en particulier ceux qui essaient de transformer les problèmes écologiques en problèmes de moralité individuelle. En fait, le mouvement écologiste des travailleurs n'a jamais joué le rôle central qu'il avait prévu.

L'échec de sa stratégie met en question son approche tout entière.

Culture et conscience

Le problème le plus évident est sa confiance en la théorie marxiste traditionnelle de la conscience de classe. En effet, il est impossible de prévoir quelles seront dans l'avenir les perspectives d'une classe à partir de ses intérêts objectifs. Le théoricien social doit expliquer les facteurs politiques et culturels spécifiques qui pourraient, en toutes circonstances, distinguer la conscience de classe réelle du modèle rationnel construit dans la théorie. Mais Commoner a omis ce deuxième niveau d'analyse, le niveau des médiations politiques et culturelles.

Le problème est particulièrement grave parce que sa théorie de la crise écologique commençait à se rapprocher d'un type de critique culturelle qu'il rejetait. Il était tellement absorbé par sa polémique contre la tendance individualiste du mouvement écologiste qu'il refusa toute référence à la culture, ce qui, semblait-il craindre, mènerait de nouveau à une politique centrée sur le style de vie individuel.

Mais les changements de mode de production que Commoner préconisait allaient bien au-delà d'un mode de vie américain réformé et impliquaient des changements culturels radicaux. Il faillit faire face à ce problème au début des années soixante-dix lors d'une discussion sur la distinction entre les critères formels de « la richesse, » tel que le PNB, et les biens et les services réels dont les individus disposent. Ce que le consommateur recherche, d'après Commoner, peut s'obtenir dans des formes variées, d'impacts écologiques très différents (Commoner, Ehrlich et Holdren, 1972).

Qu'est ce qui est en jeu dans une telle distinction ? Commoner a noté que beaucoup de matériaux et technologies plus fiables écologiquement tels que le savon, le bois et les bouteilles en verre furent remplacés après la deuxième guerre mondiale par des produits plus polluants mais aussi plus rentables tels que les détergents, les plastiques et les boîtes en métal. Si les consommateurs pouvaient obtenir le même produit sous les deux formes, l'ancienne et la nouvelle, alors ils

ne perdraient rien à revenir au choix le plus écologique ment responsable. Mais la rentabilité du capital serait affectée par ce genre de restauration écologique.

Cependant, le problème est bien plus compliqué. Premièrement, dans les technologies plus anciennes le facteur main-d'œuvre est beaucoup plus déterminant, ce qui suggère que l'application de technologies plus récentes intéresse aussi les travailleurs dans la mesure où les salaires dépendent de la productivité. Commoner n'a pas tenu compte des bénéfices qui en principe devaient revenir aux travailleurs grâce à ces hausses de productivité, mais en fin de compte le problème n'est pas purement quantitatif. Voyez, par exemple, sa référence à la grève de Lordstown en réponse à une question lors d'un témoignage devant le Congrès : « Si vous avez suivi la situation dans certaines usines d'automobile ces dernières années, vous avez certainement compris qu'il se peut que nous atteignions la limite humaine de l'automatisation. À mon avis, il faut que nous recherchions de nouvelles manières d'utiliser le travail humain de façon humaine. Bref, nous devrions remettre en cause la valeur de ce remplacement continu de personnes par l'électronique » (Commoner). Il est clair qu'ici Commoner essaye de lier le mouvement écologique à une contestation radicale des valeurs centrales de la culture capitaliste, telle qu'elles existent aujourd'hui aussi bien chez les capitalistes que chez les travailleurs.

Deuxièmement, les substitutions préconisées par Commoner changeraient la forme des biens familiers des consommateurs. Par exemple, il n'était pas contre la mobilité géographique; il voulait simplement la rendre possible par des moyens moins polluants et plus économiques que l'automobile privée, et ainsi de suite dans le cas d'une multitude d'autres biens.

Mais ces considérations utilitaires n'ont pas grand-chose à voir avec le choix de la forme des biens qui sont distribués dans une société de consommation moderne. La publicité investit la forme de significations qui souvent n'ont aucun rapport avec la fonction apparente du produit, mais qui sont néanmoins irrésistibles pour les consommateurs. Ainsi, les

connotations sexuelles et de prestige attachées à la possession d'une automobile, bien que sans aucun doute moins importantes que l'utilité du transport qu'elle fournit, ne sont pas insignifiantes. Elles seraient perdues dans le passage aux transports en commun, et cette alternative apparaîtrait bien utilitaire et peu attrayante par comparaison. Ce fait en soi constitue une barrière culturelle significative aux changements que Commoner préconisait, mais il lui était impossible d'en parler parce qu'il se préoccupait exclusivement de l'intérêt supposé pour des biens abstraits¹⁰.

Commoner était ainsi confronté à un dilemme. En tant que marxiste, il rejetait les appels à la renonciation morale dans lesquels s'étaient spécialisés ses adversaires et essayait de lier le mouvement écologiste aux intérêts réels de la masse de l'humanité. Mais la logique de l'attaque de Commoner contre le capitalisme l'a mené à remettre en cause son modèle de bien-être et à suggérer une alternative qui n'appartenait pas à l'horizon quotidien d'aucune classe de la société. Ce qui était au programme de Commoner n'était donc pas simplement une version plus écologique du système actuel, mais un changement radical de la culture économique.

Quelle différence y a-t-il entre la position de Commoner, avec son lien problématique aux intérêts conscients des travailleurs, et une position morale qui prétend ne pas avoir pareille relation? C'est une question difficile. Pour préserver la différence entre la renonciation et l'intérêt éclairé, il faudrait théoriser un processus de changement culturel qui développerait un modèle de bien-être favorisant davantage la survie écologique que le modèle courant. En ces termes-là, il serait encore possible d'imaginer un rapport entre le mouvement écologiste et une conscience de classe éclairée future.

Il ne s'agit pas de simples paroles : si un environnement propre et salubre n'était plus considéré comme un terrain de décharge exogène mais comme faisant partie du bien-être individuel, les individus rechercheraient spontanément leur bien-

10. Des tentatives importantes de théoriser ce problème, d'une perspective écologique d'une part et en termes sémiotiques d'autre part, se trouvent respectivement chez Leiss (1976) et Baudrillard (1970).

être avec des pratiques écologiques différentes. On n'aurait plus besoin d'imposer ces pratiques par des « incitations du marché » ou par la coercition politique ou morale en opposition à leurs propres intérêts tels qu'ils sont perçus. Et comme la technologie s'adapte régulièrement au changement de conditions sociales et économiques, il n'y a en principe aucune raison pour qu'elle ne se transforme pas pour répondre aux exigences d'une telle culture.

Ceci nécessite une théorie qui s'adresserait non seulement au contrôle social de la production, mais aussi au changement culturel. Mais Commoner fut incapable d'aller au-delà d'un modèle de communication excessivement rationaliste dépendant uniquement d'arguments scientifiques. En attendant, ses adversaires s'emparèrent de tout l'appareil symbolique capable d'éveiller la conscience écologique et le mirent à profit pour poursuivre une politique qu'il déplorait.

Certes, Commoner avait raison de rejeter le rôle écologique exagéré qu'ils attribuaient à la politique de mode de vie. Mais la participation individuelle au mouvement écologiste par des gestes tels que le boycott des consommateurs, le recyclage ou la conservation de l'eau, est un des moyens les plus efficaces dont dispose le mouvement pour mener au changement culturel. Même si ces gestes ont un impact limité sur l'environnement, ils changent la mentalité des personnes et ne doivent pas être rejetés sous prétexte qu'ils ne représentent pas une solution définitive et qu'on les utilise à l'occasion à des fins réactionnaires. Il est significatif qu'au fur et à mesure que Commoner s'engageait dans les mouvements contre les toxiques et pour le recyclage, il ait été amené à reconnaître l'importance du volontarisme dans le mouvement écologique, non pas bien sûr pour prôner une pauvreté volontaire, mais comme source de changement culturel.

Les limites de la moralité

Ehrlich rejeta la tentative de Commoner de distinguer entre les biens économiques réels recherchés par les individus et la forme spécifique dans laquelle ils sont produits technologiquement. Avec sarcasme, il écarta cette distinction parce qu'elle « redéfinissait la richesse » mais tout en la rejetant il accepta

aveuglement le modèle dominant du bien-être (Ehrlich et Holdren. 1972). Ehrlich assumait la validité universelle de la définition courante de la richesse et de la technologie qui la rendait possible.

Ces vues sont également partagées par Heilbroner, par les auteurs de *The Limits to Growth* et par d'autres pessimistes écologiques ; ils pensent que les limites écologiques à ce que nous considérons actuellement comme de la richesse sont des limites absolues au progrès matériel lui-même. Ni des finalités différentes ni des moyens technologiques fondamentalement améliorés ne peuvent atténuer la crise. Si le niveau contemporain de la richesse et de la technologie est ce que l'espèce humaine peut espérer de mieux, alors toutes les adaptations aux contraintes écologiques apparaissent comme une régression économique. Mais loin d'identifier les limites naturelles du «système mondial,» cette position ne fait en réalité qu'établir les limites d'un certain type de culture économique et technique capitaliste, qu'elle défend contre l'obsolescence écologique par la promesse de compensations spirituelles.

Ehrlich prétend que pour sauver l'environnement il faudrait que les sociétés riches fassent « régresser le développement » en réduisant le niveau de vie. En conséquence, il a cherché une alliance avec «ceux qui s'intéressent davantage à la survie qu'à perpétuer la consommation excessive» (Ehrlich et Harriman, 1971). Le « matérialisme » doit céder aux valeurs spirituelles. On dirait que la politique écologique a lieu dans un monde de « surconsommateurs » dont certains seraient suffisamment éclairés pour renoncer à leurs excès.

Cependant, le développement régressif n'est pas facile à faire accepter par les sociétés «matérialistes» modernes. Il est donc inévitable que ce type de mouvement écologiste mène de la maîtrise de soi morale à la coercition légale. Pour citer Saint Paul, l'humanité sera damnée, non pas sauvée par la loi. La nécessité même d'une maîtrise de soi est un hommage à la tentation et à la probabilité du péché. Ce qui ne peut s'accomplir que contre les impulsions matérielles de l'espèce ne s'accomplira sûrement pas dans le temps limité de l'action politique par un simple appel à la moralité. Par conséquent le

aveuglement le modèle dominant du bien-être (Ehrlich et Holdren, 1972), Ehrlich assumait la validité universelle de la définition courante de la richesse et de la technologie qui la rendait possible.

Ces vues sont également partagées par Heilbroner, par les auteurs de *The Limits to Growth* et par d'autres pessimistes écologiques; ils pensent que les limites écologiques à ce que nous considérons actuellement comme de la richesse sont des limites absolues au progrès matériel lui-même. Ni des finalités différentes ni des moyens technologiques fondamentalement améliorés ne peuvent atténuer la crise. Si le niveau contemporain de la richesse et de la technologie est ce que l'espèce humaine peut espérer de mieux, alors toutes les adaptations aux contraintes écologiques apparaissent comme une régression économique. Mais loin d'identifier les limites naturelles du « système mondial, » cette position ne fait en réalité qu'établir les limites d'un certain type de culture économique et technique capitaliste, qu'elle défend contre l'obsolescence écologique par la promesse de compensations spirituelles.

Ehrlich prétend que pour sauver l'environnement il faudrait que les sociétés riches fassent « régresser le développement » en réduisant le niveau de vie. En conséquence, il a cherché une alliance avec « ceux qui s'intéressent davantage à la survie qu'à perpétuer la consommation excessive » (Ehrlich et Harriman, 1971). Le « matérialisme » doit céder aux valeurs spirituelles. On dirait que la politique écologique a lieu dans un monde de « surconsommateurs » dont certains seraient suffisamment éclairés pour renoncer à leurs excès.

Cependant, le développement régressif n'est pas facile à faire accepter par les sociétés « matérialistes » modernes. Il est donc inévitable que ce type de mouvement écologiste mène de la maîtrise de soi morale à la coercition légale. Pour citer Saint Paul, l'humanité sera damnée, non pas sauvée par la loi. La nécessité même d'une maîtrise de soi est un hommage à la tentation et à la probabilité du péché. Ce qui ne peut s'accomplir que contre les impulsions matérielles de l'espèce ne s'accomplira sûrement pas dans le temps limité de l'action politique par un simple appel à la moralité. Par conséquent le

recours à la loi reste toujours tapi dans les coulisses. Dans *The Human Prospect* de Heilbroner, par exemple, il est explicite que l'État doit assumer la charge du salut de l'humanité. Ici l'ultime conséquence du choix idéologique initial est évidente. Le prix pour maintenir indéfiniment la culture économique et technique capitaliste dans un monde où elle est devenue incompatible avec l'environnement représente une régression forcée le long du continuum entre la liberté et la satisfaction des besoins.

Il est important de clarifier la distinction entre cette approche et celle de Commoner. Ehrlich suggère un changement dans l'idée d'épanouissement, du domaine matériel ou économique, au domaine spirituel ou idéologique. Son approche implique que l'on échange les satisfactions économiques contre les récompenses spirituelles. Commoner envisage une résolution à la crise écologique qui ne limiterait pas l'accès aux biens matériels, mais qui en changerait la définition et la distribution. Il y aurait des satisfactions équivalentes qui seraient disponibles sous une forme différente, et on estimerait davantage les biens qui sont maintenant sous-évalués tel que l'air ou l'eau propres. Ainsi Commoner se situe-t-il dans le cadre progressiste traditionnel. La différence est considérable, puisque la culture moderne oriente les individus vers la poursuite spontanée de fins matérielles, alors que les fins spirituelles doivent être imposées par la loi ou la morale en opposition aux intérêts de l'individu tels qu'il les perçoit¹¹.

Le livre le plus récent de Ehrlich est moins disposé à abandonner la démocratie. Mais la question de la richesse y reste confuse. À un endroit il l'indexe sur la consommation, alors qu'ailleurs il affirme que la qualité de la vie est au moins en partie indépendante des mesures de consommation simplement quantitatives puisqu'elle varie en fonction de l'utilité réelle des biens consommés. Cette dernière position ressemble beaucoup à celle qu'il rejeta comme « redéfinissant la richesse » au cours de son débat avec Commoner. Désormais, il préco-

11. Pour une discussion intéressante sur la relation entre les valeurs matérielles et spirituelles, voir Gouldner (1970).

nise de réduire la consommation aussi bien que l'impact écologique des technologies qui produisent les biens de consommation, ce qui revient à préconiser une économie de croissance zéro et des changements dans les technologies de production afin de rendre possible un développement compatible avec l'environnement (Ehrlich et Ehrlich, 1990). Ehrlich n'arrive toujours pas à cerner le sujet et n'aborde pas le problème des choix qu'il implique.

Nous revenons là à la prémisse originale de Commoner : le mouvement écologique doit choisir entre une politique répressive de contrôle accru sur les individus ou une politique démocratique de contrôle sur les processus sociaux de la production (et, j'ajouterais, de la culture). Dans le premier cas, le système de production actuel peut être préservé, avec toutes les injustices qui lui sont associées, pour une durée prolongée malgré la crise écologique. Dans le deuxième cas, il faudra développer de nouvelles formes de contrôle social pour effectuer un changement radical dans le système de production.

Au-delà de la politique de la survie

La discussion entre Commoner et Ehrlich donne un aperçu des conflits profonds et apparemment inhérents à l'écologie politique, conflits qui étaient déjà implicites dans le mouvement des scientifiques pour le désarmement nucléaire. La sensibilité politique contemporaine doit tirer des leçons de l'époque nucléaire – maintenant également écologique – dont nous apprenons que la menace contre la survie est contenue dans la nature même de notre civilisation. Une société qui peut détruire la vie sur Terre par l'utilisation négligente de pulvérisateurs au fluorocarbone est en effet au-delà de toute possibilité d'un calcul rationnel de chances de survie. En principe, l'histoire est finie dans le sens où les vieux conflits et ambitions doivent faire place à un renouvellement complet de l'aventure humaine, sans quoi l'espèce finira sûrement par mourir. Néanmoins, dans la pratique, le travail de l'histoire n'est jamais terminé. Il intensifie mêmes les horreurs et les luttes qui menacent la survie mais donne également une lueur précieuse d'espoir à ceux qui jusqu'à maintenant ont été exclus des avantages du progrès technique. Le manque de conscience

de cette ambiguïté mène à une politique de désespoir qui immobiliserait les rapports de force actuels dans le monde – et les injustices qu'ils soutiennent – pour résoudre le problème de la survie. Toute l'expérience des mouvements écologiques et nucléaires a montré **clairement** qu'il s'agit là d'une voie de salut impossible.

La leçon la plus importante que nous devons tirer de cette expérience est que l'action pour mettre fin à l'histoire reste une action dans l'histoire pour des finalités historiques, L'humanité n'est pas encore le sujet de **la** lutte pour sa survie; cette lutte devient donc elle aussi un aspect de ces luttes de classe et nationales dont elle manifeste l'obsolescence finale. Il est impossible d'échapper à cette dialectique.

Le début des années soixante-dix nous a donné un avant-goût de crises bien plus profondes à venir. Si jamais il y avait des doutes que la crise écologique intensifierait les conflits sociaux et internationaux, ces doutes devraient maintenant être dissipés. Bref, la crise écologique n'apporte pas la paix mais l'épée. Et c'est précisément pour cette raison que ce n'est pas une force messianique qui unifiera l'espèce humaine et l'associera à une lutte enrichissante qui ira au-delà des conflits mesquins de l'histoire. Il s'agit plutôt d'un nouveau terrain où l'on se battra autour de vieux problèmes, peut-être cette fois-ci pour la dernière fois.

- Baudrillard, Jean (1970), *La Société de consommation*, Paris, Gallimard.
- Blueprint for Survival* (1974). New York, Signet Books.
- Commoner, Barry (1971), *The Closing Circle*, New York, Bantam. Trad. franc., *L'Encerclement*, Paris, Le Seuil, 1972.
- Commoner, Barry, Testimony of B. Commoner (1972a), Hearings before the Committee on Interior and Insular Affairs, House of Representatives, on « Fuel and Energy Resources », 14-19 avril, *Congressional Record*, Serial n° 92-94
- Commoner, Barry (1972b), « Labor's Stake in the Government/The Environment's Stake in Labor », speech given to the Conference on « Jobs and the Environment ». San Francisco, nov. 28.
- Commoner, Barry (1973a). « Motherhood in Stockholm », *Harpers Magazine*, dec.
- Commoner, Barry (1973b), « Workplace Burden », *Environment*, juill.-août.
- Commoner, Barry (1990), *Making Peace with the Planet*. New York, Pantheon Press,
- Commoner, B., P. Ehrlich et J. Holdren, (1972). « Dispute : The Closing Circle », in *Environment*, vol. 14. n. 3, p. 40.
- Ehrlich, Paul (1968), *The Population Bomb*, New York, Ballantine.
- Ehrlich, Paul (1970), « Letter », *The New York Times*, 9 juin.
- Ehrlich, Paul (1972), « Letter ». *The New York Times*, 6 février.
- Ehrlich, P. et Holdren, J., (1972), «One-dimensional Ecology Revisited», *The Bulletin of the Atomic Scientists*, juin.
- Ehrlich, Paul, et Harriman, Richard (1971), *How To Be a Survivor*, New York, Ballantine.
- Ehrlich, Paul et Ehrlich, Anne (1990). *The Population Explosion*, New York, Simon and Schuster.
- Ford II, Henry (1970), *The Human Environment and Business*, New York, Weybright and Talley.
- Couldner, Alvin (1970), *The Coming Crisis of Western Sociology*, New York, Basic Books.
- «Group Seeks to Shift Protests on Pollution» (1971), *The Los Angeles Times*, 5 mai.
- Hardin, Garret (1970), « The Tragedy of the Commons », in G. de Bell (ed.), *The Environmental Handbook*, New York, Ballantine.
- Hardin, Garret (1971), «The Survival of Nations and Civilization», in *Science*, vol. 172, p. 1792.
- Heilbroner, Robert (1974), *An Inquiry into the Human Prospect*. New York, Norton.

- Hill, Gladwin (1970), « Scientific and Welfare Groups Open a 4-Day Study of Population Growth », in *The New York Times*, 9 juin.
- Hunnicut. Benjamin (1988), *Work Without End: Abandoning Shorter Hours for the Right to Work*, Philadelphia, Temple University Press.
- Leiss, William (1976), *The Limits to Satisfaction*. Toronto, University of Toronto.
- Mansholt, Sico (1972), *La Lettre Mansholt*, Paris, Pauvert.
- Meadows, Dennis et al.. (1972), *The Limits to Growth*, New York, Universe Books.
- Miss Ann Thropy (1987). «Population and AIDS», *The Earth First ! Journal*, 5 janvier.
- Oppenheimer, J. Robert (1955), *The Open Mind*, New York, Simon and Schuster,
- Paddock, William and Paul (1967). *Famine - 1975!* , Boston, Brown.
- Silk, Leonard (1972), « Questions Must be Raised About the Immanence of Disaster », *The New York Times*, 13 mars
- Smith. Alice K. (1965), *A Peril and a Hope*, Cambridge, MIT.
- Ullrich, Otto (1979), *Weltniveau: In der Sackgasse des Industriesystems*, Berlin, Rotbuch Verlag.

Collection Écologie & Politique

Jean-Paul Deléage et Michael Löwy

Écologie et socialisme

Sous la direction de Michael Löwy

Philippe Corcuff
Andrew Feenberg
François Iselin
Joël Kovel
Michael Löwy
Pierre Rousset
Victor Wallis

© éditions Syllepse, 2005

ISBN: 2-84950-035-6

Éditions Syllepse

69 rue des Rigoles, 75020 Paris

edition@syllepse.net

www.syllepse.net